

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15 123 000 €.
Siège social : Quai du Général Sarrail, 10400 Nogent-sur-Seine.
552 121 816 R.C.S. Troyes.

Comptes annuels.

I. — Bilan au 30 juin 2008.

(En euros).

Actif	30/06/2008			30/06/2007
	Montant brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	125 008	125 008	0	0
Autres immobilisations incorporelles	626 537	192 742	433 795	470 693
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 033 411		1 033 411	1 030 975
Constructions	29 374 852	22 355 602	7 019 251	5 472 588
Installations techniques, matériel, outillage	37 884 218	28 324 610	9 559 609	7 184 087
Autres immobilisations corporelles	344 155	284 936	59 220	74 821
Immobilisations en cours	1 998 181		1 998 181	4 443 202
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	34 057 589	93 921	33 963 668	33 963 668
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	557 082		557 082	557 097
Prêts	58 538		58 538	58 538
Autres immobilisations financières	113 675		113 675	113 568
Actif immobilisé	106 173 246	51 376 818	54 796 429	53 369 236
Stocks et en-cours :				
Matières premières, approvisionnements	7 366 336		7 366 336	5 502 206
En-cours de production de biens	1 639 908		1 639 908	1 435 368
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	5 339 859	23 609	5 316 250	6 242 797
Marchandises	7 093		7 093	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				

Créances clients et comptes rattachés	3 219 381	6 905	3 212 476	2 439 569
Autres créances	8 579 965	49 608	8 530 357	3 463 871
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	607 196		607 196	62 718
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance	4 072		4 072	22 065
Actif circulant	26 763 811	80 122	26 683 690	19 168 593
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	1 136		1 136	682
Total général	132 938 194	51 456 939	81 481 254	72 538 511

Passif	30/06/2008	30/06/2007
Capital social ou individuel (dont versé : 15 123 000)	15 123 000	15 123 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 396 872	14 396 872
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence)	469 307	469 307
Réserve légale	1 512 300	1 512 300
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Provisions fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat oeuvres originales artistes)	15 182 160	15 182 160
Report à nouveau	-7 737 415	-5 455 885
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	251 562	-2 281 530
Subventions d'investissement	38 739	48 650
Provisions réglementées	11 566 394	8 514 892
Capitaux propres	50 802 919	47 509 766
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	1 136	374 580
Provisions pour charges	2 961 807	3 147 149
Provisions pour risques et charges	2 962 943	3 521 729
Dettes financières :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 580 737	3 639 932
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. Participatifs)	13 582 147	6 069 298
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 521 598	9 070 540
Dettes fiscales et sociales	1 671 190	1 723 782
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	291 864	788 216
Autres dettes	64 934	211 907
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance	2 826	2 750
Dettes	27 715 296	21 506 425

Ecarts de conversion passif	96	592
Total général	81 481 254	72 538 511
Résultat de l'exercice en centimes	251 562,37	
Total du bilan en centimes	81 481 254,30	

II. — Compte de résultat (en liste).

(En euros).

Rubriques	France	Exportation	30/06/2008	30/06/2007
Ventes de marchandises	846 354	184 665	1 031 019	725 628
Production vendue de biens	51 354 490	36 576 418	87 930 908	78 305 719
Production vendue de services	1 382 617	-1 369	1 381 248	1 316 939
Chiffres d'affaires nets	53 583 461	36 759 714	90 343 175	80 348 286
Production stockée			-698 397	826 828
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			523 358	1 460 987
Autres produits			14 537	4 573
Produits d'exploitation			90 182 672	82 640 675
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			886 862	574 313
Variation de stock (marchandises)			-7 093	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			61 653 780	53 117 963
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 758 416	-1 401 085
Autres achats et charges externes			17 210 380	19 375 633
Impôts, taxes et versements assimilés			1 185 593	1 409 504
Salaires et traitements			2 931 568	3 326 050
Charges sociales			1 430 764	1 597 319
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 160 180	1 016 699
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant: dotations aux provisions			24 184	106 494
Pour risques et charges : dotations aux provisions			57 262	440 765
Autres charges				257
Charges d'exploitation			84 775 064	79 563 911
Résultat d'exploitation			5 407 608	3 076 764
Opérations en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré			1 872 569	132 087
Produits financiers :				
Produits financiers de participations			25 932	381 371
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			591 389	64 548
Reprises sur provisions et transferts de charges			682	3 256

Différences positives de change			195 377	135 801
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			813 380	584 976
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 136	72 302
Intérêts et charges assimilées			889 065	970 591
Différences négatives de change			142 444	44 231
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			1 032 645	1 087 123
Résultat financier			-219 265	-502 148
Résultat courant avant impôts			3 315 774	2 442 530
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			46 808	644
Produits exceptionnels sur opérations en capital			18 158	18 013
Reprises sur provisions et transferts de charges			826 799	612 457
Produits exceptionnels			891 765	631 113
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			202 462	28 800
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			639	759
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			3 696 235	6 094 970
Charges exceptionnelles			3 899 335	6 124 529
Résultat exceptionnel			-3 007 570	-5 493 416
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			51 394	44 329
Impôts sur les bénéfices			5 248	-813 685
Total des produits			91 887 817	83 856 764
Total des charges			91 636 255	86 138 294
Bénéfice ou perte			251 562	-2 281 530

III. — Annexe des comptes sociaux.

Note préliminaire.

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 30 juin 2008 dont le total est de 81 481 254 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un bénéfice de 251 562 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01 juillet 07 au 30 juin 2008. Les comptes sont présentés en euros sauf mention contraire.

Un accord de péréquation a été conclu entre la société Malteries Franco Belges et deux sociétés du Groupe Soufflet (Malteries Soufflet et Société des Malteries d'Alsace). Cet accord permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues. La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Pour l'exercice 2007/2008, la quote-part de marge attribuée à Malteries Franco Belges s'élève à 1 873 K€ (charge).

Principes comptables, méthodes d'évaluation comparabilité des comptes, faits caractéristiques.

Référentiel, principes et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions). — Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général et de la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts nominaux en euros courants.

Les principales méthodes utilisées sont décrites dans les pages suivantes:

Comparabilité des comptes (Changement de méthodes et de modalités significatives):

Changement de méthode. — Néant.

Instruments financiers. — Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt, le Groupe J. Soufflet utilise des instruments dérivés conclus avec des contreparties de premier rang. Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants: achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change, swaps de taux, achats et ventes de caps et de floors. Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang ;
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

En matière de risque de change, le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. En matière de risque de taux, le principe est de couvrir, au niveau de chaque société et sous forme de macro-couverture, tout ou partie des passifs financiers, dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

Les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. A compter de l'exercice ouvert au 1^{er} juillet 2005, la variation de juste valeur de l'instrument est comptabilisé dans le compte de résultat, soit un produit sur l'exercice de 423 Keuros.

Faits marquants de l'exercice. — Néant.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice qui ne sont pas liés à des conditions existant à la clôture. — Néant.

Autres informations. — Selon Pacte d'Actionnaires en date du 11 décembre 2001 et de son avenant du 24 mars 2005, la société a fait une levée d'option en date du 30 juin 2008 pour le rachat de 104 855 actions sous 30 jours d'un tiers des titres de la CIE INTERNATIONALE DE MALTERIE possédés par UNIGRAINS et racheté par MALTERIES FRANCO BELGES, l'acquisition ayant lieu pour un montant de 3 386 816,50 euros effective le 16 juillet 2008.

Informations bilan et résultat.

Note relative aux postes du bilan.

Immobilisations incorporelles. — La valeur des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de :

- Petit logiciel: 3 à 5 ans
- Gros logiciel: 5 à 15 ans

Frais d'établissement :	Néant
Fonds de commerce :	125 008 €
Logiciels Informatiques :	626 537 €

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Constructions	10 à 15 ans
Agencements et installations	10 à 35 ans
Installations techniques, mat. outillage	4 à 30 ans
Matériel de transport	3 à 25 ans
Matériel de bureau et informatique	4 à 8 ans

L'amortissement linéaire est considéré comme amortissement économique.

L'amortissement dégressif est pratiqué chaque fois que cela est possible. L'écart est traité en amortissements dérogatoires.

Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles. — La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Le Groupe a défini des indicateurs de perte de valeur et surveille ces indices au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T). Chaque entité du Groupe générant ses propres flux de trésorerie, il a donc été défini comme règle de retenir l'entité juridique comme équivalent U.G.T.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur pour une UGT, une approche par les flux de trésorerie estimés futurs, sur la base des plans à 5 ans, est mise en oeuvre. Lorsque cette valeur d'utilité de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une provision est constatée sur les actifs correspondants. La perte de valeur ainsi constatée permet de ramener la valeur nette comptable des actifs de l'UGT à leur valeur recouvrable, définie comme le plus haut de la valeur vénale et de la valeur d'utilité.

Les principales hypothèses retenues par la Direction sont les suivantes:

- Taux d'actualisation retenu 9,11 %
- Taux d'intérêt de la dette 5,68 %

Au vu des résultats du test pratiqué, il n'y a pas eu de dépréciation complémentaire sur l'exercice.

A la clôture, la réserve des dépréciations antérieures s'élève à 7,9 M€.

Immobilisations financières. — Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués sur la base du prix d'achat.

Certains titres ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur de la participation était supérieure à la quote-part détenue dans les capitaux propres réévalués ou leur valeur d'utilité pour le Groupe.

Stocks. — Les stocks sont évalués suivant la méthode :

— Au prix d'achat pour les céréales,

— Au prix moyen pondéré pour les produits finis ou encours de fabrication.

Une provision pour dépréciation a été appliquée, lorsque la valeur des marchandises au cours du jour est inférieure au coût d'acquisition.

Créances et dettes d'exploitation. — Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours du change à la clôture de l'exercice. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écarts de conversion actif ou passif pour les autres dettes ou créances.

Certaines créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Ces provisions ont été calculées au cas par cas et ont pu faire l'objet dans certains cas de provisions pour risques.

Les créances clients sont reconnues au moment du transfert de propriété.

Disponibilités. — Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions réglementées et subventions. — Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan. Elles sont constituées en fonction des textes du CGI les régissant.

La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

Provisions pour risques et charges. — Les provisions pour risques et charges constituent des passifs dont les échéances ou les montants ne sont pas fixés de façon précise. Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative, c'est à dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté des comptes font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat et estimée sur la base de données obtenues à partir du cadensement des contrats et des fiches affaires. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et déficitaires.

Emprunts et dettes. — Les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours du change à la clôture de l'exercice. Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écarts de conversion actif ou passif.

Provision pour engagements de retraites et avantages similaires.

Les engagements sont évalués selon la méthode des unités projetées conformément à la norme IFRS IAS 19. La société a opté pour la méthode dite du « Corridor » selon laquelle seuls les écarts actuariels représentant plus de 10 % des engagements ou des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés.

Hypothèses retenues pour les calculs :

— Le taux d'actualisation retenu correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans à la date de clôture. Le taux retenu au 30 juin 2008 de 6,40 % provient des indices Iboxx (corporate AA).

— Taux de rotation: une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices.

— Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 3% pour toutes les catégories de salariés.

— Tables de mortalité : les tables INSEE 2000/2002 Masculine et Féminine ont été retenues - Taux de charges sociales : correspond aux taux de charges en vigueur.

Evolution de la provision :

Provision à l'ouverture	-678 336
Charge de l'exercice	-57 262
Prestations payées par l'employeur	43 745
Transfert intra-groupe	0
(Provision)/Actif de fin d'exercice	-691 853

Composition du capital social :

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	495 984			30,49

Variation des capitaux propres :

Situation à l'ouverture de l'exercice	Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		47 509 766
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		47 509 766
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations des subventions d'investissement	9 912	

Variations des provisions réglementées		3 051 503
Résultat de l'exercice		251 562
Solde		3 293 153
Situation à la clôture de l'exercice	Solde	
Capitaux propres avant répartition		50 802 919

Immobilisations :

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisitions apports
Frais d'établissement, de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	751 545		
Terrains	1 030 975		3 060
Constructions sur sol propre	22 189 686		806 500
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales, agencements, aménagements	5 291 553		1 099 247
Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 799 282		3 136 024
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport	118 333		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	238 642		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	4 443 202		2 226 467
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	68 111 671		7 271 299
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	34 057 589		
Autres titres immobilisés	557 097		
Prêts et autres immobilisations financières	172 106		108
Immobilisations financières	34 786 791		108
Total général	103 650 007		7 271 407

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais établissement, recherche, développement				
Autres postes immob. Incorporelles			751 545	
Terrains		624	1 033 411	
Constructions sur sol propre			22 996 186	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements		12 133	6 378 666	
Installations techn. matériel et outillages industriels		51 087	37 884 218	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport		12 819	105 514	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			238 642	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	4 671 489		1 998 181	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 671 489	76 664	70 634 818	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			34 057 589	
Autres titres immobilisés		15	557 082	
Prêts et autres immobilisations financières			172 213	

Immobilisations financières		15	34 786 883
Total général	4 671 489	76 679	106 173 246

Amortissements :

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais établissement, recherche, développement				
Autres immobilisations incorporelles	280 852	36 898		317 750
Terrains				
Constructions sur sol propre	18 785 944	201 469		18 987 413
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. Générales, agencements	3 222 706	157 616	12 133	3 368 189
Installations techniques, matériel et outillage	27 615 195	760 502	51 087	28 324 610
Installations générales, agencements				
Matériel de transport	87 606	5 788	12 819	80 574
Matériel de bureau, informatique, mobilier	194 548	9 813		204 361
Emballages récupérables, divers				
Immobilisations corporelles	49 905 999	1 135 188	76 040	50 965 147
Total général	50 186 850	1 172 087	76 040	51 282 897

Ventilation des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotations dérogation	Reprises dérogation
Frais établissements recherche aut.					
Immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions et installations					
Install. Techniques, outillage					
Install. Générales, agencements					
Matériel de transport					
Matériel bureau et informatique					
Emballages récupérables					
Immobilisations corporelles					
Total général					

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Tableau des provisions :

	Provisions au début de l'exercice (1)	Augmentations : dotations de l'exercice (2)	Diminutions : Reprises de l'exercice		Changement de méthode : Reprises par report à nouveau (3)	Provisions à la fin de l'exercice (1+2-3)
			Montants utilisés au cours de l'exercice (3)	Montants non utilisés au cours de l'exercice (3)		
Provisions pour investissement	118 477		49 199			69 278
Provisions pour hausse des prix	2 191 125	2 251 726	581			4 442 270
Provisions pour fluctuation des cours						
Amortissements dérogatoires	6 204 692	1 233 273	383 119			7 054 846

Autres provisions réglementées	598		598			
Provisions réglementées	8 514 892	3 484 999	433 497			11 566 394
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change	682	1 136	682			1 136
Provisions pour pensions, obligations similaires	678 336	57 262	43 745			691 853
Provisions pour impôts						
Provisions pour grosses réparations						
Autres provisions pour risques et charges	2 842 711	194 443	767 200			2 269 954
Provisions pour risques et charges	3 521 729	252 841	811 627			2 962 943
Provisions sur immobilisations incorporelles						
Provisions sur immobilisations corporelles						
Provisions sur titres de participation	93 921					93 921
Provisions sur autres immobilisations financières						
Provisions sur stocks et en cours	105 715	23 609	105 715			23 609
Provisions sur comptes clients	6 330	575				6 905
Autres provisions pour dépréciation (exploitation)	44 722	4 886				49 608
Autres provisions pour dépréciation (exceptionnelle)						
Provisions pour dépréciation	250 687	29 070	105 715			174 042
Total général	12 287 308	3 766 910	1 350 839			14 703 379

Informations complémentaires pour les provisions d'un montant significatif :

La provision pour hausse des prix se décompose de la manière suivante :

Date de création	Date de reprise	Montant
Juin 2004	Juin 2010	18 447
Juin 2007	Juin 2013	2 172 097
Juin 2008	Juin 2014	2 251 726
		4 442 270

Créances et dettes :

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	58 538		58 538
Autres immobilisations financières	113 675		113 675
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 219 381	3 219 381	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 707	11 707	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 705	4 705	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 715 070	2 715 070	

Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	322 382	322 382	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	193 913	193 913	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	5 166 997	86 997	5 080 000
Débiteurs divers	165 192	165 192	
Charges constatées d'avance	4 072	4 072	
Total général	11 975 631	6 723 418	5 252 213
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, -5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	164 580	164 580		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	1 416 156	816 156	600 000	
Emprunts et dettes financières divers	1 624 485	520 211	1 082 161	22 113
Fournisseurs et comptes rattachés	10 521 598	10 521 598		
Personnel et comptes rattachés	772 770	722 259		50 511
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	296 458	296 458		
Etat: impôt sur les bénéfices				
Etat: taxe sur la valeur ajoutée	16 987	16 987		
Etat: obligations cautionnées				
Etat: autres impôts, taxes et assimilés	584 975	584 975		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	291 864	291 864		
Groupe et associés	11 985 530	11 985 530		
Autres dettes	37 066	37 066		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 826	2 826		
Total général	27 715 296	25 960 511	1 682 161	72 624
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 564 275			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Eléments relevant de plusieurs postes de bilan :

Actif	Produits à recevoir significatifs	Effets de commerce	Entreprises liées
Actif immobilisé			
Participations			34 057 589
Actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	237 687		1 368 499
Autres créances	4 705		131 797
Total	242 392	0	35 557 885

Passif	Charges à payer significatives	Effets de commerce	Entreprises liées
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17 184		11 957 663
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 691 277	452 938	5 339 469

Autres dettes			28 500
Total	5 708 461	452 938	17 325 632

Détail des charges & produits constatés d'avance :

	30/06/2008
Charges constatées d'avance	4 071,67
Charges/produits d'exploitation	4 071,67
CCA Locations	1 323,24
CCA Entretien réparation	179,00
CCA frais documentation	281,38
CCA Service bancaire	447,00
CCA Cotis. Syndicales	1 018,00
CCA Int. sur emprunts	823,05
Produits constatés d'avance	-2 825,89
	-2 825,89
PCA Locations	-2 825,89
Total des charges et produits constatés d'avance	1 245,78

Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères :

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif gain latent
Acomptes sur immobilisations				
Prêts				
Autres créances immobilisées				
Créances d'exploitation	809		809	
Créances diverses				
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	327		327	96
Dettes sur immobilisations				
Total	1 136		11 362	96

Éléments concernant les entreprises liées et les participations :

(En milliers d'euros)	Liées directement ou indirectement et faisant partie du groupe	Avec lesquelles la société un lien de participation direct compris entre 10 % consolidé et 50 %
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	34 058	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)		
Créances clients et comptes rattachés	1 3 684	
Autres créances	132	
Capital souscrit appelé non versé		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 339	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	29	
Produits de participation		
Autres produits financiers	164	
Charges financières	589	

Ventilation du chiffre d'affaires :

Chiffre affaires H.T.	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total	Total	%
Par secteur d'activités	France	Export	30/06/2008	30/06/2007	08/07
Malterie	53 583 461	36 759 713	90 343 174	80 348 287	12,44 %
Total	53 583 461	36 759 713	90 343 174	80 348 287	12,44 %

Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
Total		

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
Vente de malt	739 775	1 872 569
Total	739 775	1 872 569

Charges et produits exceptionnels :

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Provision compte courant	4 886	HG
Cession immobilisations	639	HF
Amortissements dérogatoires	1 233 273	HG
Amortissements exceptionnels	11 907	HG
Provisions restructuration	194 443	HG
Provision hausse des prix	2 251 726	HG
Contrôle fiscal	18 212	HE
Charges restructuration	184 250	HE
Total	3 899 335	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Remboursement assurance Coface	6 708	HA
Dégrèvement taxe professionnelle	31 000	HA
Provision hausse des prix	581	HC
Subvention virée au compte de résultat	9 911	HB
Cession immobilisations	8 247	HB
Amortissements dérogatoires	383 119	HC
Reprise provision de réévaluation	598	HC
Provision pour investissement	49 199	HC
Provision restructuration	393 302	HC
Solde anciennes dettes	9 100	HA
Total	891 765	

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires :

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
Résultat de l'exercice			2 51 562
Impôt sur les bénéfices			5 248
Résultat avant impôt			256 810
Amortissements dérogatoires	1 233 273	383 119	850 154
Provision pour investissement		49 199	-49 199
Autres provisions réglementées		598	-598
Provisions pour hausse des prix	2 251 726	581	2 251 145
Provisions réglementées	3 484 999	433 497	3 051 502
Autres évaluations dérogatoires			
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)			3 308 313

Répartition de l'impôt sur les bénéfices :

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 315 774	5 248	3 310 526
Résultat exceptionnel	-3 007 569		-3 007 569
Participations des salariés	-51 394		-51 394
Résultat comptable	256 811	5 248	251 563

Autres informations.

Engagements hors-bilan donnés :

Types d'engagements	Total	Dont en faveur ou sur des Filiales % détention directe > 50 %	Dont en faveur ou sur des Participations % détention directe <50 %	Dont en faveur ou sur des autres entreprises liées indirectement et faisant partie du groupe consolidé	Des dirigeants
Engagements :					
Effets remis à l'escompte non échus					
Financiers liés à l'activité courante :					
Effets sur filiales remis à l'escompte non échus					
Avals, cautions et garanties donnés					
Engagements illimités comme associé de SNC ou membre de GIE					
Engagements donnés de retour à meilleure fortune					
Créances à l'exportation mobilisées					
Créances professionnelles cédées non échues (bordereaux Dailly...)					
Autres créances commerciales mobilisées					
Autres (à préciser)					
Lettres d'intention données					
Dettes garanties par des sûretés réelles :					
Dettes garanties par des hypothèques					
Dettes garanties par des nantissements de titres					
Dettes garanties par des nantissements de fonds de commerce					
Autres informations :					

Subventions reçues à reverser éventuellement					
Montant des engagements de retraite					
Crédit bail					
Achats et ventes de devises à terme non couverts					
Autres engagements donnés (à préciser)					

Droit individuel à la formation acquis pour 7 238 heures dont ZERO heures de formation ayant donné lieu à demande au 30 juin 2008.
Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société ne peut être fournie.

Autres engagements donnés :

	Description	Conditions de mise en oeuvre et durée
Clauses de complément de prix liées à des contrats d'acquisition d'entreprises		
Clause de portage de titres		
Clause de COVENANTS		
Garantie de passif donnée suite à cession de titres		
Obligation de dépollution		
Obligation de démantèlement		
Garanties données aux banques dans le cadre du cash pooling		
Indemnités de résiliation anticipée de contrat de cogénération : détail Annexe 1	Industelec pour un montant de 1 044 276 € Finergaz St-Saulve pour un montant de 312 520 €	Résiliation anticipée à l'initiative de MFB protocole accord 27/05/99 durée 10 ans. Contrat du 270/04/99 expiration 2011

Annexe 1.

Engagements donnés.

Contrats de cogénération. — Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération d'une durée de 12 ans (Saint Saulve, Brazey) avec des partenaires industriels. Les cogénérateurs sont construits à côté des malteries utilisatrices.

Un cogénérateur permet la production combinée de chaleur et d'électricité. Le fonctionnement et le statut des cogénérateurs sont régis par l'arrêté du 23 janvier 1995. La cogénération se caractérise par un excellent rendement énergétique. Elle permet des économies d'énergie primaire par rapport à des productions distinctes d'électricité (centrales électriques) et de chaleur (chaudières des utilisateurs). Afin de favoriser le développement de ce dispositif, les pouvoirs publics ont instauré différents avantages fiscaux. Par ailleurs, EDF a une obligation d'achat permanente de l'électricité produite par les cogénérateurs.

Pour bénéficier de ces dispositions, les installations de cogénération doivent obtenir un "certificat de conformité", établi par l'administration, qui atteste le respect des caractéristiques suivantes:

- Rendement énergétique global de 65 % minimum (pour 100 KWH de gaz utilisé, 65 KWH d'énergie –chaleur+électricité- produite),
- Rapport chaleur / force supérieur à 50 %,
- Utilisation effective de la chaleur produite.

MFB s'est engagée, dans le cadre de ces contrats, à consommer au minimum 65 % de la chaleur produite par le cogénérateur, cette condition étant nécessaire au statut de cogénérateur. L'électricité produite par le Cogénérateur est intégralement achetée par EDF.

MFB peut à tout moment décider d'arrêter son activité sur le site où se trouve le cogénérateur, moyennant le versement d'indemnités de résiliations, et peut donc de facto mettre fin à l'activité de l'installation de cogénération quand il l'entend. Toutefois, dans ce cas, l'installation est conservée par le partenaire.

Engagements de paiements de chaleur restants à courir sur les contrats :

— BRAZEY :

	Engagement d'enlèvement Mwh/an	Prix actuel janv.-mars 08 €/MWH	Somme due/prix actuel €/an
2008-2009	9 000	14	126 000
2009-2010	9 000	14	126 000
2010-2011	9 000	14	126 000
2011-2012	5 485	14	76 790
Total			454 790

	Engagement d'enlèvement MW/an	Prix actuel janv.-mars 08 €/MWH	Somme due /prix actuel €/an
2008-2009	6 200	28,92	179 304
2009-2010	6 200	28,92	179 304
2010-2011	6 200	28,92	179 304
2011-2012	6 200	28,92	179 304
Total			717 216

Indemnités de résiliation anticipées pour 2008/2009 :

- BRAZEY: 1 044 276 €
- SAINT-SAULVE : 312 520 €

Informations relatives à la fiscalité. — Le taux d'impôt société applicable à la clôture de l'exercice s'élève à : 33,33 %

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance. — Aucune rémunération n'est allouée aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance.

Situation fiscale différée ou latente :

- Taux d'imposition de droit commun : 33 %
- Taux réduit :

Variations des impôts différés ou latents.

Nature	Montant en base	Montant de l'impôt	
		Accroissements de la dette future d'impôt	Accroissements de la dette future d'impôt
Décalages certains ou éventuels :			
Provisions réalimentées :			
Provisions à réintégrer ultérieurement :			
Provisions pour hausse des prix	4 442 270	1 480 609	
Provisions pour implantation à l'étranger			
Autres provisions à préciser			
Provisions à réintégrer éventuellement :			
Provisions pour fluctuation des cours			
Autres provisions à préciser			
Provisions libérées sous condition d'emploi :			
Provision pour investissement (à utiliser dans les 2 premières années)			
Autres provisions à préciser			
Amortissements dérogatoires :			
Amortissements dérogatoires (total figurant au passif)	7 084 846	2 231 379	
Subventions d'investissement :			
Subventions d'investissement (solde figurant au passif à reprendre en résultat)	38 738	12 911	
Charges non déductibles temporairement :			
A déduire l'année suivante :			
Provision congés payés (ancien régime)	420 808		140 255
Participation des salariés	50 511		16 835
Provision perte de change	1 136		379
Dotation à la provision Organic (contribution sociale de solidarité)	85 114		28 368
Autres à préciser Intérêts clients/Fournisseurs	44 865		14 954
Provision pour contrats déficitaires	23 609		7 869
A déduire ultérieurement :			
Provisions pour retraite	57 262		19 085
Autres à préciser			

Produits non taxables temporairement :			
Plus-values de fusion n'ayant pas fait l'objet d'une provision pour impôt			
A préciser Intérêts clients/fournisseurs	1 100	367	
Charges déduites fiscalement et non encore comptabilisées :			
Charges différées (solde à l'actif qui aurait déjà été déduit fiscalement)			
Charges à étaler (solde à l'actif qui aurait déjà été déduit fiscalement)			
Quote-part de perte dans des sociétés fiscalement transparentes (GIE, SNC)			
Perte latente de change non comptabilisée sur des opérations de couvertures			
Perte latente de change = Ecart de conversion Actif à la clôture	1 136	379	
A préciser			
Produits imposés fiscalement et non encore comptabilisés :			
Quote-part de bénéfice dans des sociétés fiscalement transparentes (GIE, SNC)			
Gain latent de change = Ecart de conversion Passif à la clôture	96		32
Gain latent de change non comptabilisé sur des opérations de couvertures			
Plus-values latentes sur OPCVM			
A préciser			
Total		3 855 644	227 778

Effectif moyen :

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	6	
Agents de maîtrise, techniciens	19	
Employés	9	
Ouvriers	70	
Total	104	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société :

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% Détenu
J. Soufflet, Quai Sarraill, 10400 Nogent-sur-Seine	SA	1 068 000	92,01 %

Liste des filiales et participations :

Dénomination siège social	Capital capitaux propres	Q.P. Détenue Divid. Encaiss.	Val. Brute Titres Val. Nette Titres	Prêts, avances accordés Cautions données	Chiffre d'affaires Résultat
Filiales (plus de 50 %)					
Maltex	98 600	99,81 %	93 921	30 000	
Bruxelles	-29 339				-5 461
PARTICIPATIONS (10 à 50 %)					
Cie Intern. De Malterie	56 417 625	43,66 %	33 963 668	30 000	805 590
Nogent-sur-Seine	113 990 097		33 963 668		7 300 206
Sécobra	2 000 000	10,33 %	544 063		5 718 262
	16 729 563	25 932	544 063		647 402
Autres titres (Information globale)					

Tableau de financement :

	Jun 2008	Jun 2007
Résultat net total	251 562	-2 281 530
Elimination des amortissements et provisions	3 654 892	5 520 471
Elimination de la variation des impôts différés		
Elimination des plus ou moins values de cessions	-7 607	-7 240
Elimination des changements de méthode passés en résultat		
Elimination de la quote-part de résultat des Titres mis en équivalence		
Marge brute d'autofinancement	3 898 847	3 231 701
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Incidence de la variation du BFR	2 499 687	913 954
Flux net généré par (affecté à) l'activité (A)	6 398 534	4 145 655
Total des investissements	-2 599 916	-2 253 740
Total des cessions	8 247	8 000
Incidence des variations de périmètre		
Flux net provenant des (affecté aux) investissements (B)	-2 591 669	-2 245 740
Dividendes versés	1 129	
Augmentations (réductions) de capital		
Subventions d'investissements		
Emissions d'emprunts	82 633	51 435
Remboursements d'emprunts	-2 707 556	-2 627 903
Flux net provenant du (affecté au) financement (C)	-2 623 794	-2 576 468
Incidence des variations de cours des devises (D)		
Incidence des changements dans les principes retenus (E)		
Variation de trésorerie (A) + (B) + (C) + (D) + (E)	1 183 071	-676 553
Trésorerie d'ouverture	-740 455	-63 902
Trésorerie de clôture	442 616	-740 455
Variation de trésorerie (bouclage)	1 183 071	-676 553
Contrôle		

Résultats des cinq derniers exercices :

Date d'arrêté Durée de l'exercice	30/06/2008 (12 mois)	30/06/2007 (12 mois)	30/06/2006 (12 mois)	30/06/2005 (12 mois)	30/06/2004 (12 mois)
Capital en fin d'exercice :					
Capital social	15 123 000	15 123 000	15 123 000	15 123 000	15 123 000
Nombre d'actions ordinaires	495 984	495 984	495 984	495 984	495 984
Nombre maximum d'actions à créer					
Operations et résultats :					
Chiffre d'affaires hors taxes	90 343 175	80 348 286	71 396 628	75 259 605	87 462 230
Résultat avant impôt, participation, dot.	3 896 363	2 603 644	-1 909 615	766 612	5 854 178
Amortissements et provisions					
Impôts sur les bénéfices	5 248	-813 685	-1 485 994	1 624 088	1 523 004
Participation des salariés	51 394	44 329	25 353	91 491	90 699
Dot. Amortissements et provisions	3 588 158	5 654 530	3 993 012	-1 684 147	1 517 505
Résultat net	251 562	-2 281 530	-4 441 985	735 181	2 722 971
Résultat distribué				704 294,00	1 239 960,00
Résultat par action :					
Résultat après impôt, participation, avant dot. Amortissements, provisions	7,74	6,80	-0,91	-1,91	8,55

Résultat après impôt, participation dot.	0,51	-4,60	-8,96	1,48	5,49
Amortissements et provisions					
Dividende attribué				1,42	2,50
Personnel :					
Effectif moyen des salariés	104	121	128	130	132
Masse salariale	2 931 568	3 326 050	3 376 967	3 402 635	3 315 089
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	1 430 764	1 597 319	1 619 864	1 632 092	1 513 097

IV. — Affectation du résultat.

Assemblée générale ordinaire du 25 novembre 2008.

Origine :	
Résultat de l'exercice (bénéfice)	251 562,37 €
Affectation :	
Affectation au compte « Report à nouveau », soit	251 562,37 €

V. — Attestation des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 Novembre 2008 a approuvé sans modification les comptes sociaux et consolidés au 30 juin 2008 diffusés sur le site de MALTERIES FRANCO-BELGES le 4 novembre 2008.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2008, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société MALTERIES FRANCO-BELGES SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Votre société apprécie systématiquement à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites en pages 5 et 6 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur ce sujet.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante :

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, votre société n'a pas mentionné dans son rapport de gestion les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations.

Paris La Défense et Paris, le 20 octobre 2008.

Les Commissaires aux comptes :

Constantin Associés :

Jean-Marc Bastier ;

KPMG Audit :

Alphonse Delaroque.

VII. — Attestation des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société MALTERIES FRANCO-BELGES S.A., relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La société apprécie systématiquement à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 2.6.3 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.1 et 3.2 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Paris, le 20 octobre 2008.

Les Commissaires aux comptes :

Constantin Associés :
Jean-Marc Bastier ;

KPMG Audit :
Alphonse Delaroque.

0815037